



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC D3E

Z.I. Auguste 1
10 Chemin du Grand Pas
33610 Cestas

Références : 26-187
Code AIOT : 0005210849

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement PAPREC D3E implanté Zone Industrielle Auguste 1 10 Chemin du Grand Pas 33610 Cestas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC D3E
- Zone Industrielle Auguste 1 10 Chemin du Grand Pas 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005210849
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC D3E exploite des installations de traitement de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Cestas (parcelles cadastrales EK 192, 195, 199 et 231 couvrant une surface totale de 11 308 m²).

Les activités autorisées sont les suivantes :

- démantèlement de D3E ;
- stockage de D3E ;
- tri, transit et regroupement de D3E (dont des sources lumineuses) ;
- tri, transit et regroupement de déchets dangereux (piles et accumulateurs, batteries, déchets dangereux diffus) ;
- traitement des piles (alcalines et salines) par broyage ;
- conditionnement de déchets de cartons et de plastiques (presse).

L'exploitation des installations est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire modificatif du 19 avril 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II	Demande d'action corrective	6 mois
7	Entreposage des déchets combustibles ou inflammables	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV	Demande d'action corrective	3 mois
8	Entreposage des déchets combustibles ou inflammables	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maitrise des incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II	Sans objet
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 13-IV	
4	Gestion des DEEE	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-VI	Sans objet
6	Ronde	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra notamment renforcer son réseau de détection de départ d'incendie et se mettre en conformité pour les conditions de stockages extérieurs sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I
Thème(s) : Risques accidentels, PDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une

description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

En amont de l'inspection, par courriel du 15/01/2026, l'exploitant a communiqué à l'inspection son plan de défense (PDI) incendie n° PMI02, version 3 du 11/06/2024.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la transmission de ce PDI aux services d'incendie et de secours. Le PDI est mis à disposition du SDIS à l'entrée du site dans une boîte à clés.

L'inspection a identifié les points manquants suivants dans le PDI de l'exploitant :

- modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées et les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre,
- modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours.

L'inspection a également noté les points d'amélioration suivants sur le PDI :

- afficher un schéma d'alarme et d'alerte en période non ouvrée,
- compléter la légende du plan d'intervention (2.1),
- mettre à jour le plan des stockages (3) : sur le terrain l'inspection a noté des stockages qui n'apparaissent pas sur le plan (déchets de sources lumineuses dans le bâtiment DEEE, déchets de piles et accumulateurs derrière le bâtiment piles...),
- actualiser le plan des moyens de détection automatique (5).

Par courriel du 24/02/2026, l'exploitant a fait parvenir une version actualisée du PDI dans laquelle il a fait apparaître un schéma d'alarme et d'alerte en période non ouvrée et a complété la légende du plan d'intervention. Il n'a pas apporté de modifications sur les autres points soulevés par l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant actualise son PDI au vu des remarques supra et fasse parvenir la preuve de la transmission de ce PDI actualisé au SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Maitrise des incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II

Thème(s) : Risques accidentels, Formation, exercice

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il procédait à un exercice incendie par mois sur son site. Il a fourni le compte-rendu du dernier exercice réalisé le 20/01/2026 dont le scénario était un départ de feu dans un fût de piles.

En matière d'information, l'exploitant a indiqué que le personnel PAPREC était formé, au moment de leur arrivée, au moyen du livret d'accueil sécurité, suivi d'un quizz et d'un compagnonnage. L'inspection a constaté que le livret d'accueil contient bien les informations de la conduite à tenir en cas d'incendie.

Le personnel extérieur est informé des risques des installations et de la conduite à tenir en cas de sinistre au moyen du plan de prévention ou du permis de feu le cas échéant. L'exploitant a précisé que le personnel des entreprises extérieures ne participe jamais à la mise en œuvre de moyens d'intervention, en cas d'incendie il leur est donné consigne d'évacuer le site.

En matière de formation, l'exploitant a indiqué :

- que l'ensemble de son personnel est formé à l'utilisation des extincteurs, des RIA et de l'ouverture des système de désenfumage,
- que certaines personnes identifiées dans la consigne n° CE30, version 3 du 22/03/2024 sont formées à des opérations plus spécifiques, notamment la manipulation des vannes de rétention des eaux incendie ou des coupures d'utilités. Par échantillonnage, l'inspection a demandé la preuve de suivi de la formation de manipulation des vannes de rétention d'un employé. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir cet élément.

<p>Par courriel du 24/03/26, l'exploitant a fourni la preuve de suivi de la formation de manipulation de la vanne de rétention des eaux d'incendie des personnes identifiées dans la consigne n° CE30, version 3 du 22/03/2024. Il a également communiqué un tableau des compétences présentant pour chaque personne, les formations suivies en matière de prévention du risque incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant.</p> <p>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.</p> <p>Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite et à la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni l'état des matières stockées sur son site à la date du 04/02/2026. L'exploitant a indiqué qu'il effectuait tous les soirs un état des matières stockées sur son site pour les déchets non dangereux et dangereux.</p> <p>Cet état des stocks est fait et stocké sur le serveur informatique du site. En cas de perte d'utilité, l'exploitant n'a pas les moyens d'accéder à son état des stocks. Pour pallier à cela, l'exploitant s'est engagé à mettre chaque soir une version papier de l'état des stocks dans la boîte à clef à l'entrée du site.</p> <p>Par courriel du 24/02/26, l'exploitant a fait parvenir une photographie montrant que l'état des stocks daté du 18/02/2026 est bien présent dans la boîte à clef du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des DEEE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, DEEE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries</p>

sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- que les DEEE arrivent sur les zones de réception de déchets en mélange avec et sans batterie. L'exploitant a précisé que les déchets sur cette zone sont traités moins de 24 heures après leur arrivée.
- que les batteries des DEEE sont retirées au niveau du bâtiment DEEE
- que les batteries sont ensuite stockées dans des fûts métalliques munis d'une sachette plastique. L'exploitant a indiqué que ce conditionnement est fourni par les éco-organismes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II

Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance

Prescription contrôlée :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.

Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance.

Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué que les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées de détection automatique de départ d'incendie de type caméras thermiques, sauf au niveau des bunkers de stockage des piles au lithium où des détecteurs de H₂

sont mis en place. L'exploitant a précisé qu'il y a actuellement sur le site un réseau de 40 caméras thermiques.

L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de justifier que l'ensemble des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont bien couvertes par le réseau de surveillance des caméras thermiques (notamment le bâtiment corbeille bleue, les stockages extérieurs de papiers/cartons/bois...).

L'exploitant a expliqué que l'ensemble des caméras est exploité par une société de télésurveillance (Panthera) qui assure une surveillance 24/24h et 7/7 j. En cas de détection d'un départ de feu par une camera, la société Panthera contacte le responsable maintenance, et s'il ne répond pas une cascade d'appel est lancée. Si aucun membre du personnel n'a pu être contacté, la société Panthera contacte en dernier recours le SDIS.

En matière d'alarme, l'exploitant a indiqué que seuls les systèmes de sprinklage émettaient une alarme lorsqu'ils étaient activés. Il a expliqué qu'en période estivale, de nombreuses détections effectuées par les caméras thermiques étaient des fausses alertes et que le déclenchement d'une alarme avant la levée de doute serait contre productive.

Hors heures ouvrées, l'exploitant a indiqué que la société Panthera était à même de faire la levée de doute pour les zones couvertes par les caméras thermiques. En cas de départ de feu avéré, la société Panthera suit la même procédure de cascade d'appels qu'en heures ouvrées.

L'inspection note qu'en cas de détection de départ de feu dans les bunkers de piles au lithium, la société Panthera n'est pas à même de procéder à une levée de doute de par l'absence de caméra dans les bunkers.

Par courriel du 24/02/26, l'exploitant a fait parvenir un plan global d'implantation des caméras sur le site associé au champ de vision de chaque caméra. Ce document confirme que l'ensemble des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables ne sont pas couvertes par le réseau de surveillance des caméras thermiques (notamment au niveau du bâtiment piles intérieur et extérieur et du bâtiment corbeille bleue ainsi que ses zones de stockage extérieures). Dans ce document, l'exploitant mentionne qu'une étude est en cours pour augmenter le nombre de caméras thermiques afin de couvrir toutes les zones de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant mette en place un réseau de caméras thermiques, associées à une alerte, afin de couvrir l'ensemble des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Ronde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III

Thème(s) : Risques accidentels, Rondes et consigne

Prescription contrôlée :

A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal

<p>selon les modalités suivantes :</p> <p>a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; -le parcours des rondes et les points d'observation ; -la formation du personnel concerné ; -le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; -les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré faire réaliser une ronde par jour, deux heures après la fin de l'exploitation sur le site. Cette ronde est habituellement réalisée par le responsable maintenance du site ou bien par un référent incendie du site.</p> <p>L'exploitant a présenté la consigne n° CS02_D3E_Cestas version 1 du 06/04/2022 qui explicite les caractéristiques de cette ronde.</p> <p>Par courriel du 24/02/2026, l'exploitant a fait parvenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un autre consigne n°PMI03, version 4 datée du 02/11/2022, qui reprend de manière un peu plus détaillée les éléments de la consigne n° CS02_D3E_Cestas version 1 du 06/04/2022, - une procédure de vérification de la caméra thermique portative datée du 19/02/2026
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de définir une fréquence à laquelle la vérification de la caméra thermique doit être vérifiée, - de ne garder qu'une seule consigne liée à la ronde dans un souci de clarté.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Entreposage des déchets combustibles ou inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des îlots
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur</p>

<p>peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>[...]</p> <p>Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite et par échantillonnage, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les îlots de déchets combustibles ou inflammables à l'intérieur du bâtiment DEEE n'étaient pas délimités; - que les îlots à l'intérieur du bâtiment DEEE sont bien accessibles par les services d'incendie et de secours.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant procède à la délimitation des îlots de déchets combustibles ou inflammables à l'intérieur du bâtiment DEEE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Entreposage des déchets combustibles ou inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Spécificité îlots extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation.</p> <p>Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ; -ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. <p>Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m³ de déchets combustibles ou à 1 m³ de déchets inflammables.</p> <p>Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'îlots extérieurs de matières combustibles ou inflammables situés à moins de 10 mètres des bâtiments, notamment autour des bâtiments piles</p>

et DEEE. Pour la plupart, ces îlots sont adossés à une paroi de bigblocks mais qui ne dépasse pas d'au moins 1 mètre la toiture du bâtiment. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du caractère B-ROOF(T3) des toitures des bâtiments.

Par courriel du 24/02/2026, l'exploitant a fait parvenir une demande de devis auprès de l'APAVE pour définir les caractéristiques de résistance au feu des bâtiments du site PAPREC de Cestas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant se mette en conformité par rapport à ses stockages extérieurs soit :

- en mettant en place pour tous les îlots à moins de 10 mètres d'un bâtiment : une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entrepôt extérieur et en justifiant que les toitures des bâtiments concernés répondent aux caractéristiques B-ROOF (T3);
- en justifiant d'un mode de stockage exclusivement en petits îlots;
- en transmettant au préfet une étude d'ingénierie d'incendie et une étude de flux thermiques conformément aux dispositions de l'article 6 V de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois